ML.

L. 4596/2.

Conseil d'Etat — Raad van State
2 MARS 1955
2
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 17 janvier 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 25 juin 1953 relatif à l'avancement de grade et aux mutations dans les services extérieurs de l'administration de l'enregistrement et des domaines", a donné le 2 février 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e Januari 1955 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 Juni 1953 betreffende de bevordering in graad en de mutaties in de buitendiensten van het bestuur der registratie en domeinen", heeft de 2eFebruari 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet dérogeant au statut des agents de l'Etat doit, en vertu de l'article 116 de ce statut, être motivé. Le rapport au Roi satisfait à cette exigence.

Si, toutefois, ce rapport ne devait pas être publié au Moniteur belge, la motivation devrait être insérée dans le préambule du projet. A cet égard, il importe de relever que le seul considérant qui figure actuellement dans le préambule se borne à annoncer les mesures que le projet contient.

\+

\+ +

Le projet ne contient pas de dispositions qui devraient être soumises à l'avis du Premier Ministre en application de l'article 13 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948, modifié par l'arrêté du Régent du 20 mars 1950. La mention de cet avis au préambule n'est donc pas requise.

\+

\+ +

Les articles 2 et 3 gagneraient à être rédigés ainsi qu'il est proposé ci-après. En outre, en procédant à l'article 2 par remplacement de l'article 5 de l'arrêté royal du 25 juin 1953 on en facilite grandement l'intelligence:

.../...

Article 2.-

L'article 5 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5.- § 1er. Les conservations des hypothèques sont mises en compétition. L'article 3, § 1er, alinéas 2 à 7, est applicable aux nominations de conservateur des hypothèques.

§ 2. Les conservations d'Anvers IV, d'Arlon, de Furnes, de Malmédy, de Marche-en-Famenne, de Neufchâteau, de Termonde II et d'Ypres sont réservées aux contrôleurs principaux de la taxe de transmission et aux receveurs.

Le classement des candidats s'établit conformément aux dispositions générales sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat.

§ 3. Les autres conservations sont réservées aux agents de l'administration centrale ayant atteint au moins le grade de chef de bureau, et aux agents des services extérieurs ayant atteint au moins l'un des cinq premiers grades cités à l'article 1er, 2°, et attribuées selon les règles ci-après :

A. Pour les emplois de conservateur des hypothèques autres que ceux de Bruxelles :

1° sont nommés par préférence et dans l'ordre suivant :

a) les fonctionnaires d'un grade supérieur à celui de directeur, ayant au moins deux années d'ancienneté dans leur grade; cette préférence n'est cependant reconnue qu'une fois par série de trois nominations successives à des conservations situées dans une même région linguistique;

b) les directeurs à l'administration centrale ayant au moins neuf années d'ancienneté dans leur grade, les directeurs régionaux et les présidents des comités d'acquisition ayant au moins deux années d'ancienneté dans leur grade. Toutefois, aucun minimum

.../...

d'ancienneté dans le grade n'est exigé d'un directeur à l'administration centrale, lorsqu'un directeur régional ou un président de comité d'acquisition, ayant pris rang après lui en première catégorie et appartenant au même groupe linguistique, compte deux années d'ancienneté dans ses fonctions;

2° les candidats sont classés conformément aux dispositions générales sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, la prise de rang d'ancienneté étant déterminée :

a) pour les candidats en concours au premier rang de préférence, par l'ordre hiérarchique et, à égalité de grade, par l'ancienneté dans le grade;

b) pour les candidats en concours au second rang de préférence, par l'ancienneté dans leur grade respectif. L'ancienneté des directeurs à l'administration centrale est comptée à partir de la huitième année dans ce grade. Toutefois, lorsqu'un directeur régional ou un président de comité d'acquisition, ayant pris rang en première catégorie après un directeur à l'administration centrale et appartenant au même groupe linguistique que lui, compte deux années d'ancienneté dans ses fonctions, ce directeur à l'administration centrale prend rang d'ancienneté immédiatement avant le mieux placé des candidats qui le suivent dans l'ordre déterminé par la date et subsidiairement par le résultat des épreuves d'admission ou d'accession à la première catégorie des agents de l'Etat;

c) pour les autres candidats, par l'ancienneté dans un ou plusieurs des cinq premiers grades cités à l'article 1er, 2°, ou dans le grade de chef de bureau à l'administration centrale. Pour la supputation de l'ancienneté dans ce dernier grade, il est éventuellement tenu compte du temps pendant lequel le titulaire a été, avant sa nomination, assimilé pécuniairement à un inspecteur. Subsidiairement, il est tenu compte de la date et, au besoin, du résultat des épreuves précitées;

.../...

3° pour l'application du 2°, b et c, il est fait abstraction du grade plus élevé ou de l'ancienneté plus grande dans un grade qu'un candidat bilingue possède du fait de l'application de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative, par rapport aux candidats unilingues ou devenus bilingues, après sa nomination .

Lorsque ce candidat bilingue est plus élevé en grade que ses compétiteurs, il est considéré comme étant du même grade qu'eux et ne peut jouir du droit de préférence prévu sub A, 1°, b.

Lorsqu'il est, dans son grade actuel, plus ancien que ses compétiteurs, il prend rang d'ancienneté immédiatement avant le mieux placé des candidats qui le suivent dans l'ordre déterminé par la date et, subsidiairement, par le résultat des épreuves précitées.

B. Pour la nomination aux emplois de conservateur des hypothèques à Bruxelles :

1° les candidats appartenant à un même groupe linguistique sont classés conformément aux dispositions du littera A, 1° et 2°, sans qu'il soit tenu compte de la restriction au droit de préférence du premier rang;

2° la prise de rang d'ancienneté du premier candidat d'un groupe linguistique par rapport au premier candidat de l'autre groupe, est déterminée de la manière suivante :

a) lorsque les deux intéressés sont à un même rang de préférence, par l'ordre hiérarchique et, à égalité de grade, par la date et, au besoin, par le résultat des épreuves d'admission ou d'accession à la première catégorie des agents de l'Etat;

b) lorsque l'un des intéressés est au premier rang de préférence et l'autre au second, par l'ordre hiérarchique. Toutefois, si l'intéressé qui est au premier rang de préférence doit son grade plus élevé au fait de l'application de la loi du 28 juin 1932, la prise de rang d'ancienneté est déterminée par la date et, au besoin, par le résultat des épreuves visées au littera a ;

c) lorsque l'un des intéressés est au second rang de préférence et que l'autre ne jouit pas d'une préférence, par la date et, au besoin, par le résultat des épreuves visées au littera a".

Article 3.-

L'article 1er du présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1956; l'article 2, le jour de la publication au Moniteur belge.

Het ontwerp wijkt af van het statuut van het Rijkspersoneel en moet derhalve op grond van artikel 116 van dat statuut gemotiveerd worden. Hierin wordt voorzien door het verslag aan de Koning.

Moest dit verslag echter niet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt, dan zou men de motivering in de inleiding van het ontwerp moeten opnemen. In dit verband valt op te merken dat de enige considerans welke thans in de inleiding voorkomt, eenvoudig de door het ontwerp genomen maatregelen aankondigt.

\+

\+ \+

Het ontwerp bevat geen bepalingen die, bij toepassing van artikel 13 van het besluit van de Regent van 15 December 1948, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 Maart 1950, aan de Eerste-Minister voor advies dienen te worden voorgelegd; een verwijzing naar dit advies in de inleiding is derhalve niet vereist.

\+

\+ \+

De artikelen 2 en 3 zouden beter gelezen worden zoals hierna wordt voorgesteld. Bovendien wordt door de vervanging in artikel 2 van artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 Juni 1953 een betere lezing in de hand gewerkt. :

.../...

Artikel 2.-

Artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5.- § 1. De hypotheekkantoren worden in competitie gesteld. Artikel 3, § 1, tweede tot zevende lid, is van toepassing op de benoemingen tot hypotheekbewaarder.

§ 2. De kantoren van Antwerpen IV, Aarlen, Veurne, Malmedy, Marche-en-Famenne, Neufchâteau, Dendermonde II en Iper worden de hoofdcontroleurs der overdrachtstaxe en de ontvangers voorbehouden.

De candidaten worden gerangschikt overeenkomstig de algemene bepalingen betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel.

§ 3. De andere kantoren zijn voorbehouden voor de personeelsleden van het hoofdbestuur die ten minste de graad van bureauchef hebben bereikt en voor de personeelsleden van de buitendiensten die ten minste een van de eerste vijf in artikel 1, 2°, vermelde graden hebben bereikt, en worden volgens onderstaande regelen begeven :

A. Voor de andere ambten van hypotheekbewaarder dan die te Brussel :

1° worden bij voorkeur en in de onderstaande volgorde benoemd :

a) de ambtenaren met een hogere graad dan die van directeur en met ten minste twee jaar ancienniteit in hun graad; deze voorkeur wordt slechts eenmaal toegekend per reeks van drie opeenvolgende benoemingen tot een ambt van bewaarder in dezelfde taalstreek ;

; .../...

b) de directeurs bij het hoofdbestuur met ten minste negen jaar ancienniteit in hun graad, de gewestelijke directeurs en de voorzitters van de comité's tot aankoop met ten minste twee jaar ancienniteit in hun graad. Het vereiste van een minimumancienniteit geldt evenwel niet voor een directeur van het hoofdbestuur, wanneer een gewestelijke directeur of een voorzitter van een comité tot aankoop, die na hem rang genomen heeft in de eerste categorie en tot dezelfde taalgroep behoort, twee jaar ancienniteit in zijn ambt telt;

2° de candidaten worden gerangschikt overeenkomstig de algemene bepalingen betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel. De inneming van ancienniteitsrang wordt bepaald :

a) voor de candidaten van de eerste voorkeurrang, door de hiërarchische volgorde en, bij gelijke graad, door de ancienniteit in de graad;

b) voor de candidaten van de tweede voorkeurrang, door de ancienniteit in hun respectieve graad. De ancienniteit der directeurs bij het hoofdbestuur wordt geteld met ingang van het achtste jaar in die graad. Wanneer evenwel een gewestelijke directeur of een voorzitter van een comité tot aankoop, die rang genomen heeft in de eerste categorie na een directeur bij het hoofdbestuur en tot dezelfde taalgroep als deze laatste behoort, twee jaar ancienniteit in zijn graad telt, dan neemt de directeur bij het hoofdbestuur onmiddellijk ancienniteitsrang vóór de best geplaatste van de candidaten

.../...

die op hem volgen in de orde bepaald naar de datum en, subsidiair, naar de uitslag van de examens voor toelating of overgang tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel;

c) voor de andere candidaten, door de ancienniteit in een of meer der eerste vijf graden vermeld in artikel 1, 2°, of in de graad van bureauchef bij het hoofdbestuur. Voor de berekening van de ancienniteit in deze laatste graad wordt eventueel rekening gehouden met de tijd gedurende welke de titelvoerder, vóór zijn benoeming, geldelijk gelijkgesteld werd met een inspecteur. Subsidiair wordt er rekening gehouden met de datum en, desnoods, met de uitslag van voormelde examens;

3° voor de toepassing van het 2°, b en c, wordt geen rekening gehouden met de hogere graad of met de grotere ancienniteit in een graad, die een tweetalig ambtenaar bezit, wegens de toepassing van de wet van 28 Juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken, ten opzichte van de candidaten die eentalig zijn of tweetalig geworden zijn, na zijn benoeming.

Wanneer deze tweetalige candidaat hoger in graad is dan zijn mededingers, wordt hij beschouwd als zijnde van dezelfde graad en mag hij het voorkeurrecht bedoeld sub A, 1°, b, niet genieten.

Wanneer hij in zijn huidige graad een grotere ancienniteit heeft dan zijn mededingers, neemt hij ancienniteitsrang onmiddellijk vóór de best geplaatste der candidaten die op hem volgen in de orde bepaald naar de datum en, subsidiair, naar de uitslag van voormelde examens.

.../...

B. Voor de benoeming tot de betrekkingen van hypotheekbewaarder te Brussel :

1° worden de tot een zelfde taalgroep behorende candidaten gerangschikt overeenkomstig het bepaalde onder littera A, 1° en 2°, zonder rekening te houden met de beperking aangaande het voorkeurrecht van de eerste rang;

2° wordt de inneming van de anciënniteitsrang van de eerste candidaat van een taalgroep ten opzichte van de eerste candidaat van de andere taalgroep als volgt bepaald :

a) wanneer de twee betrokkenen gelijke aanspraak hebben op een zelfde voorkeurrang, door de hiërarchische volgorde en, bij gelijke graad, door de datum en, desnoods, door de uitslag van de examens voor toelating of overgang tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel;

b) wanneer een der betrokkenen de eerste voorkeurrang bekleedt en de andere de tweede, door de hiërarchische volgorde. Wanneer echter hij die de eerste voorkeurrang bekleedt zijn hogere graad bezit wegens de toepassing van de wet van 28 Juni 1932, wordt de inneming van de anciënniteitsrang bepaald door de datum en, desnoods, door de uitslag van de examens bedoeld onder littera a;

c) wanneer een der betrokkenen de tweede voorkeurrang bekleedt en de andere geen voorkeur geniet, door de datum en, desnodds, door de uitslag van de examens bedoeld onder littera a; ".

.../...

Artikel 3.-

Artikel 1 van dit besluit treedt 1 Januari 1956 in werking; artikel 2 de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président,
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter,
J.COYETTE,	conseillers d'Etat,		
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,		
P.COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,		
P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,		
G.PIQUET,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.